



NON AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS ! AUGMENTATION DES SALAIRES ET INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Le 1^{er} mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail. »

Sous le capitalisme, on meurt du travail

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

Toujours plus d'exploitation, toujours plus de profits

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeuner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En

2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.

Il faut interdire les licenciements et augmenter les salaires !

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.

REUNION PUBLIQUE DU NPA REVOLUTIONNAIRES SUR LA SANTE

LE JEUDI 28 MAI 2026
A GRENOBLE

VIENS DISCUTER DES CONDITIONS DE
TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE LA SANTE !

Abonnez vous à la Newsletter du NPA
Révolutionnaires de Grenoble :



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-revolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Au CHAI : La grogne monte contre les directions et les plaquettes organisationnelles

Le mécontentement des soignants continue ! Il faut dire que la direction, qui adore parler «d'attractivité» et de «fidélisation», n'hésite pas à attaquer les jours de congés et les conditions de travail.

En journée, c'est la liberté de choisir quand poser ses RTT qui est attaquée. Pour la nuit, c'est leur roulement actuel, qui consiste à travailler 3 nuits en alternance avec 3 nuits de repos, qui est remis en cause !

Parce qu'il n'est pas acceptable qu'on demande aujourd'hui à des soignants, de moins en moins nombreux, de plus en plus : assurer des dépannages, imposer des jours de congé ou en déplacer les repos... en bref : participer à combler un déficit organisé par nos tutelles depuis bien longtemps.

CHAI : Jour, nuit, intra, extra, tous ensemble, tous solidaires dans l'action

Face aux attaques injustes de la direction sur les conditions de travail et sur la qualité et la sécurité des soins, il faudra répondre fort. Comme au Château ou lors du rassemblement à l'administration, les soignants doivent se mobiliser pour conserver leurs repos fixes et leur droit à disposer de tous leurs congés.

Des premiers exemples d'expression de ce mécontentement s'expriment, comme avec les collègues de nuit se prenant en photo devant l'administration tous les dimanches matin pour exprimer leur colère.

Pour se faire entendre, seule la mobilisation portera ses fruits ! Pour cela il faudra continuer à discuter dans les Assemblées Générales du personnel et se saisir du mouvement de grève porté par les syndicats !

Fermeture nocturne des urgences pédiatriques de Voiron

Depuis lundi 4 mai les urgences pédiatrie de Voiron sont fermées de 18h à 8h. Il est donc demandé aux parents d'attendre la journée pour se rendre à l'hôpital et en cas d'urgence de joindre le 15 pour être réorienté vers un médecin de garde ou vers urgences pédiatriques de l'hôpital couple enfant de la Tronche

Tout un programme pour les parents, un risque de prise en charge tardive et de complication pour les enfants et une probable surcharge de travail pour le personnel de l'hôpital couple-enfants.

La raison est bien entendue le sous effectif du personnel, comment s'en étonner au vu des conditions de travail insupportables des soignants aggravées par les coupes budgétaires successives.

La mobilisation des professionnels soutenus par les usagers est essentielle face à cette situation désastreuse

Mobilisation aux urgences du CHU de Nantes

Les soignants des urgences du CHU de Nantes sont en grève depuis le 16 mars pour l'ouverture de 120 lits d'aval et la

création de 10 postes supplémentaires. Travaillant dans des conditions dégradées en permanence, ils ont engagé un bras de fer avec la direction de l'hôpital. Rassemblements devant l'entrée des urgences, envahissement des bureaux de la direction, vidéos humoristiques mettant en scène les rebondissements de la mobilisation sur le compte Insta de la grève très suivi (@urgences.nantes) : une mobilisation visible et inspirante !

Sous-effectif : même la Cour des comptes le dit !

La Cour des comptes vient de découvrir un scoop : les erreurs médicales augmentent quand les équipes sont épuisées, instables et en sous-effectif. Dans son rapport publié cette semaine, elle explique que les équipes changent sans arrêt, que la charge de travail est mal évaluée, que la coordination est dégradée et que les procédures ne remplacent pas des collègues en plus... résultant en une dégradation concrète de la qualité des soins. Pour nous, rien de surprenant. Quand on nous change de service presque tous les jours faute de personnel, qu'on ne connaît ni les patients, ni l'organisation du service, ni les habitudes de prise en charge, le risque d'erreur explose. Une prescription mal interprétée, une information transmise trop vite, un traitement administré dans l'urgence... c'est ça la réalité du sous-effectif.

La Cour des comptes pointe les conséquences économiques de ces erreurs et souhaiterait sanctionner financièrement les structures qui ne déclarent pas l'ensemble des erreurs médicales. Pour nous, c'est bien entendu le coup social tant pour les soignants que pour les patients qu'il faudrait mettre en avant et c'est pour une augmentation des effectifs et une amélioration des conditions de travail et de prise en charge qu'il faudrait lutter.

Organisons nous pour faire face à la dégradation de nos conditions de travail et des services essentiels à la population

Que ce soit dans la santé, le social ou l'éducation les conditions d'accueil et de prise en charge des usagers, tout comme les conditions de travail des professionnels, se dégradent.

Une situation qui découle des choix politiques des gouvernements successifs qui réduisent les budgets des services publics, nous mènent à une guerre sociale et prépare une guerre militaire au service des marchands d'armes et des intérêts des capitalistes français.

Face à cette situation certains secteurs tentent de riposter. À Grenoble les professionnels de l'éducation et du social seront en grève le 5 mai. Au programme : assemblée générale pour échanger et organiser la mobilisation et manifestation pour se rassembler.

Dans la santé aussi il serait essentiel de se rencontrer, d'échanger sur nos situations professionnelles et de s'organiser. C'est dans cette perspective que le NPA Révolutionnaire organise une réunion publique le 28 mai à 19h à Grenoble. De l'argent pour l'hôpital pas pour les rafales !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com